

11 % des élèves dispensés des cours philosophiques à la rentrée

■ C'est dans le Brabant wallon que le taux de dispenses est le plus élevé, avec plus de 17 %.

L'administration a mis un peu plus de temps que prévu pour livrer les résultats des formulaires envoyés aux parents d'élèves du réseau officiel, leur demandant de choisir entre cours de morale, de religion ou ni l'un ni l'autre. Les chiffres sont tombés vendredi.

Précisons d'emblée qu'il ne s'agit là que d'indicateurs. En effet, sur 1 099 écoles, 977 ont renvoyé les formulaires (88 %). C'est en province de Liège que la fronde est la plus vaste (64 écoles ne se sont pas exécutées), suivie par le Hainaut (52) et Bruxelles-Capitale (32). De plus, juste avant la conférence de presse

organisée par la ministre Milquet (CDH) pour annoncer les résultats, l'administration a reçu un bon paquet de formulaires rentrés sur le tard qui n'ont donc pas pu être encodés. Enfin, les parents d'élèves auront toujours la possibilité de changer d'avis à la rentrée, où la ques-

tion de suivre ou non des cours philosophiques sera reposée comme en chaque début d'année scolaire.

Alors? On compte un pourcentage moyen de dispenses de 10,99% qui se ventile comme tel : 17,83% dans le secondaire ordinaire (soit 14 850 élèves), 12,31% dans le secondaire spécialisé (312 élèves), 7,11% dans le fondamental ordinaire (10 218 élèves) et 8,17% dans le fondamental spécialisé (436 élèves).

Le Brabant wallon occupe la première marche du podium des dispensés avec 17,36 %. Ils sont 10,52 % à Bruxelles-Capitale, 5,64% en province de Liège, 6,64% dans le Hainaut, 4,96% en province de Luxembourg et 4,83 % à Namur. Joëlle Milquet a indiqué que de fortes disparités existaient au sein d'un même arrondissement, par quartier ou par école.

Le cours de morale serait le plus touché

Quant à savoir quels cours philosophiques précis perdront le plus d'élèves au profit de l'encadrement pédagogique alternatif (EPA) qui sera organisé pour les dispensés, les choses ne sont pas encore

officielles. Il semble que le cours de religion musulmane soit particulièrement immunisé, selon la ministre de l'Éducation. De source officielle, il nous revient que ce seraient, dans l'ordre, le cours de morale et de religion catholique qui seraient les plus négativement impactés.

La ministre de l'Enseignement espère que son avant-projet définissant les modalités de l'EPA sera voté cet été.

I.L.

Il semble que le cours de religion musulmane soit particulièrement immunisé. Les cours de morale et de religion catholique seraient les plus négativement impactés.

Réactions

La ministre ne veut plus de polémiques

Joëlle Milquet. Préférant *"la voie de la sérénité et du consensus"* à la polémique, la ministre de l'Éducation a refusé de commenter ces chiffres des dispensés. Elle préfère, dit-elle, focaliser son attention sur l'avancée du dossier de l'encadrement pédagogique alternatif (EPA) qui doit être mis en place dès la rentrée de septembre. *"Il y a moyen sans doute d'arriver à un climat totalement dépassionné"*, a-t-elle déclaré, faisant référence aux fortes tensions avec les laïcs et l'opposition politique qui ne l'ont pas épargnée. Son avant-projet de décret sur l'EPA est entre les mains du Conseil d'Etat dont l'avis est attendu sous peu. D'ici là, elle poursuit ses consultations avec les syndicats et les pouvoirs organisateurs. I.L.

Réactions

"C'est quand même un chiffre énorme"

La Fapeo (association de parents de l'officiel) avait fait joindre au formulaire de choix une lettre appelant les parents à opter pour la dispense. Comment son président prend-il les résultats du sondage ? *"11 % de dispensés, c'est quand même un chiffre énorme et ça va peut-être encore évoluer"*, souligne Luc Pirson. *"Une victoire ? Il n'y avait pas de but à atteindre au niveau du sondage, un sondage dont les conditions d'exécution sont très critiquables, les parents ayant été amenés à se prononcer sans connaître le contenu de l'EPA."* La Fapeo, qui plaide pour l'organisation d'un cours de citoyenneté de 2 h/semaine pour tous les élèves, veut que le gouvernement élabore un contenu de cours solide. I.L.